



REPUBLIQUE DU BENIN

\*\*\*\*\*

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

\*\*\*\*\*

UNIVERSITE D'ABOMEY – CALAVI (UAC)

\*\*\*\*\*

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION  
(FASEG)

\*\*\*\*\*

Mémoire présenté en vue de l'obtention des crédits associés au diplôme de :  
Licence professionnelle en sciences économiques

Option : Economie

Filière : Economie Appliquée

THEME

## **DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN**

Réalisé et soutenu par :

Réalisé par APLOGAN J. Uriel

&

DOSSOU-YOVO Carmel

Sous la direction de :

**Maître de Stage**

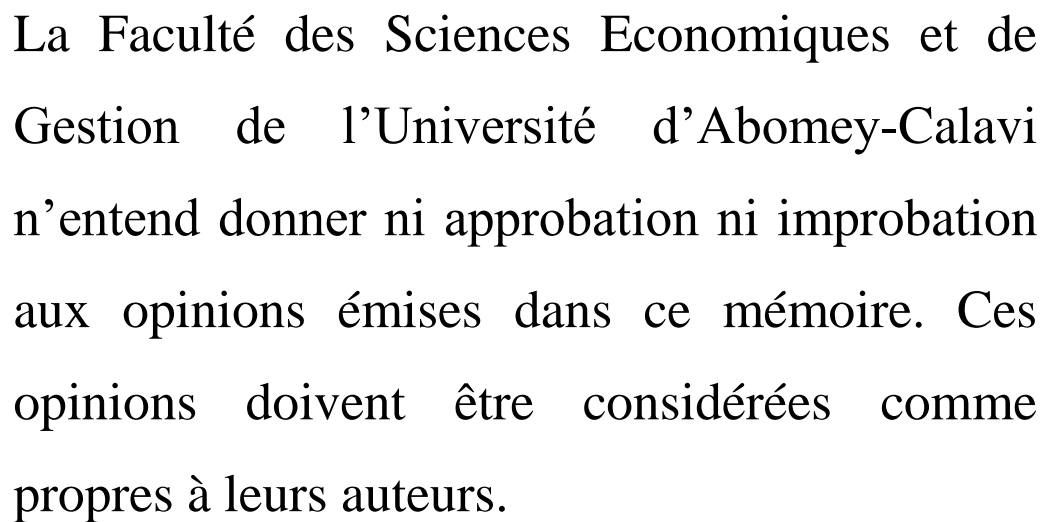
Mr Faustin GUIDI  
Macro-Economiste, Expert en  
Gestion de politique économique  
au comité national de Politique  
Economique (CNPE)

**Maître de mémoire**

Dr Gilles TOBOSSI  
Enseignant à la FASEG

*Année académique 2014-2015*

AVERTISSEMENT



La Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université d'Abomey-Calavi n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

## DEDICACES

- A mon feu père **Mr DOSSOU-YOVO Félix**
- A ma mère Mme **HOUEGBELOSSI louise,**

**DOSSOU-YOVO Carmel**

## DEDICACES

- A ma mère **VENANON Donatienne** et à mon père **APLOGAN Rock**
- A mon oncle **APLOGAN Désiré** et sa femme **SAGBOHAN Catherine**

**APLOGAN Jédiael. Uriel**

## Remerciement

La réalisation de ce travail a été facilitée par la contribution appréciable de près ou de loin des personnes aussi diverses que nombreuses. C'est une occasion pour nous de leurs témoigner nos sincères et profondes gratitudes, ainsi que nos vifs remerciements. Nous adressons particulièrement nos remerciements à :

- **Docteur TOBOSSI Gilles**, enseignant à la FASEG/UAC, qui a accepté de superviser ce travail avec rigueur et dévouement malgré ses multiples charges. Ces suggestions, remarques et encouragement nous ont été d'une grande utilité.
- **Professeur Charlemagne B. IGUE, Doyen de la FASEG/UAC** pour sa contribution à notre formation.
- Tous les enseignants de la FASEG/UAC ayant contribué à notre formation et réussite.
- Monsieur **Aristide MEDENOU**, le Directeur de la DGAE pour nous avoir accordé un stage de trois (3) mois au sein de sa direction.
- Tout le personnel de la DGAE.
- Monsieur **GUIDI Faustin** notre maître de stage pour le précieux temps sacrifié dans la rédaction de ce travail.
- Monsieur **DAKPAHOSSOU** pour le temps qu'il a consacré à notre mémoire.
- Mon père **APLOGAN Rock** et ma mère **VENANON Donatienne** pour leurs investissements incessants dans la réussite de ce mémoire malgré les difficultés qu'ils endurent, à mon oncle **APLOGAN Désiré** pour tous son amour, conseils et pour le rôle de père qu'il a toujours fait preuve dans ma vie.
- Mes oncles Léopold, ange, Mathieu et hyacinthe pour les aides apportées, à mes tantes Honorine, Lucette, et autres.
- Mes frères, sœurs cousins et cousines : Carlos, Lionel, Carole, Baruch, olive, junior, Bénédicte, Yvon, Yves, Mariano, Prudence, Exaucée, Kevin, Lucrèce, Florian, Florice.....etc. .
- Tous les camarades de notre promotion.
- Mes meilleurs amis et fidèle ami de tous les jours **ADJADI Fréjus** et **HOUNSSOUNOU Floriane**.
- Mon père **DOSSOU-YOVO Félix**, ma mère **HUEGBELOSSI Louise** pour les investissements dans la réussite de ce mémoire.
- Toutes mes sœurs **DOSSOU-YOVO Pélagie, Nadège, Julienne, Blandine** et **Christelle** ; mes oncles et tantes.

## SIGLES

**ADF** : Augmented Dickey Fuller

**BCEAO** : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

**BDSM** : Base de Données de la Surveillance Multilatérale

**CEDEAO**: Commission Economique des Etats de L'Afrique de l'Ouest

**CNPE**: Comité National de Politique Economique

**CNC**: Comité National de Coordination

**CVEF**: Cellule de Veille Economique et Financière

**DA**: Direction des Assurances

**DGAE** : Direction Générale des Affaires Economiques

**DGE**: Direction Générale de l'Economie

**DGCPE** : Direction de la Gestion et du Contrôle du Portefeuille de l'Etat

**DPC** : Direction de la Prévision et de la Conjoncture

**DPE** : Direction de la Promotion Economique

**DPIP** : Direction de la Programmation des Investissements Publiques.

**DIR** : Direction de l'Intégration Régional

**IDH** : Indicateur de Développement Humain

**INSAE** : Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique

**IPM** : Indice de Pauvreté Multidimensionnelle

**MCO** : Moindre Carrées Ordinaires

**MEF** : Ministère de l'Economie et des Finances

**OMD**: Objectif du Millénaire pour le Développement

**ONU** : Organisation des Nations Unies

## DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

---

**PER:** Programme Economique Régional

**PIB :** Produit Intérieur Brut

**PPC :** Programme Pluriannuelle de Convergence

**PNUD:** Programme des Nations Unies pour le Développement

**RAMU:** Régime d'Assurance Maladie Universelle

**RDH:** Rapport sur le Développement Humain

**SAF:** Service Administratif et Financier

**SCRE:** Service Chargé de la Coordination des Réformes Economiques (SCRE).

**SI:** Service Informatique

**SP:** Secrétariat particulier

**UEMOA:** Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## LISTE DES TABLEAUX

<b><u>Tableaux 1</u></b> : Récapitulatif des signes attendus .....	31
<b><u>Tableaux 2</u></b> : Synthèses des résultats issus du test d'ADF .....	38
<b><u>Tableaux 3</u></b> : Synthèses des résultats des autres tests .....	38
<b><u>Tableaux 4</u></b> : Résultat de l'estimation du modèle et significativité des variables .....	39

# DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

---

## LISTE DES GRAPHIQUES

<u>Graphique 1</u> : Evolution de l'IDH au Benin .....	35
<u>Graphique 2</u> : Evolution des dépenses publiques en éducation au Benin .....	36
<u>Graphique 3</u> : Evolution des dépenses publiques de santé au Benin.....	36
<u>Graphique 4</u> : Evolution du PIB au Benin. ....	37

## SOMMAIRE

AVERTISSEMENT .....	2
DEDICACES .....	3
DEDICACES .....	4
Remerciement.....	5
SIGLES .....	6
LISTE DES TABLEAUX.....	8
LISTE DES GRAPHIQUES .....	9
INTRODUCTION.....	10
CHAPITRE 1 : CADRE INSTITUTIONNEL DE L’ETUDE.....	13
SECTION 1 : Présentation de la structure du stage. ....	13
PARAGRAPHE 1 : Présentation de la DGAE.....	13
PARAGRAPHE 2 : PRESENTATION DU COMITE NATIONAL DE POLITIQUE ECONOMIQUE (CNPE) .....	15
PARAGRAPHE 3: Déroulement du stage .....	16
SECTION 2 CADRE CONCEPTUEL ET METHODOLOGIQUE DE L’ETUDE.....	18
PARAGRAPHE 1 : Problématique, objectifs et hypothèses .....	18
2-HYPOTHESES .....	21
PARAGRAPHE 2 : Revue de littérature.....	21
II-Cadre méthodologique .....	30
PARAGRAPHE 1 : Présentation du modèle.....	30
PARAGRAPHE 2 : Technique d’analyse des données .....	32
CHAPITRE II : ANALYSE EMPIRIQUE .....	35
SECTION 1 : Analyse descriptive et économétrique.....	35
PARAGRAPHE 1 : Analyse descriptive. ....	35
PARAGRAPHE 2 : Analyse économétrique .....	37
I-Présentation et analyse des résultats de l’estimation .....	37
Section 2 : Validation des hypothèses économiques et recommandations. ....	39
PARAGRAPHE 1 : Validation des hypothèses et implications économiques. ....	39
PARAGRAPHE 2 : Recommandations .....	41
Conclusion.....	42
REFERENCE BIBLIOGRAPHIQUE.....	43
Annexes .....	44

## INTRODUCTION

Depuis les échecs plus ou moins retentissants des politiques économiques fondées sur les grandes options du consensus de Washington, les réflexions, au sujet d'un "nouveau paradigme de développement" ont débouché sur une notion, le développement durable qui, malgré le flou entourant sa définition, devient le nouveau dogme de la pensée "développementaliste". Des travaux aussi éloignés que ceux de l'école de Chicago (Becker en 1961, et Shultz en 1965...), viennent à l'appui des réflexions en termes de développement durable. Par ailleurs ces travaux conféraient déjà une grande importance au développement des ressources humaines dans l'accession des pays en développement au statut de pays développés. L'éducation et la santé sont ainsi depuis des décennies considérées à juste titre comme des piliers du développement, ceci tout à la fois comme condition nécessaire au développement et comme finalité. Comment ces dimensions, et plus précisément comment la santé et l'éducation s'intègrent-elles dans le développement durable ? A quelles conditions les politiques de santé et d'éducation participent-elles à la poursuite de cet objectif ?

En effet le développement durable est une approche intergénérationnelle et qualitative de l'évolution des sociétés selon laquelle il est important de léguer aux générations futures un environnement écologique, économique et social au moins aussi bon qu'aujourd'hui. Il repose sur l'accumulation de capital sous ses différentes formes, principalement le capital physique, humain et social tout en augmentant les dépenses publiques sociales et plus précisément dans les secteurs de la santé et de l'éducation. C'est pour cela qu'au Sommet Mondial de Copenhague, l'unanimité s'est faite sur l'impératif d'un accroissement des dépenses sociales à travers l'« Initiative 20/20 » qui stipule que pour réduire très rapidement et de manière durable la pauvreté et avoir une forte croissance, les gouvernements doivent consacrer au moins 20% des dépenses publiques aux services sociaux (Education, Santé) et que les pays donateurs devraient en faire autant en consacrant 20% de leurs aides financières à la même cause.

Élaboré en 1990 par le PNUD, l'IDH représente l'indicateur de mesure du développement humain, et est compris entre 0 et 1. Cet indicateur tient compte de trois dimensions du développement humain : l'éducation, la santé et le revenu par habitant. Au Bénin, la prise en compte de l'approche humaine du développement s'est traduite par l'amélioration des dépenses publiques sociales de l'Etat en particulier dans les secteurs de la santé et de l'éducation. En effet les dépenses d'éducation ont connu une croissance de 95% sur la période de 1998 à 2010, on enregistre une moyenne annuelle de 3,7% des dépenses avec le

## DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

---

plus haut niveau en 2010 (5,35) et le plus bas niveau en 1998 (2,75) ; ce qui traduit l'évolution positive du taux d'alphabétisation. De plus par sa politique de gratuité de l'enseignement maternel et primaire, l'Etat favorise l'accès à l'enseignement de base pour tous, ce qui témoigne de sa volonté de faire de l'éducation un gage de l'amélioration du capital humain. Pour ce qui concernent le secteur sanitaire, les dépenses consenties ont connu une croissance de 9% sur la période de 1995 à 2012, on enregistre une moyenne annuelle de 2,2% des dépenses avec le plus haut niveau en 2006 (2,38) et le plus bas niveau en 1997(1,81) ce qui traduit l'amélioration des dépenses de santé effectuées par le gouvernement. De plus, le gouvernement de par l'importance qu'il accorde au bien être de la population à instaurer un Régime d'Assurance Maladie Universelle (RAMU) permettant l'accès aux soins primaires pour toutes les couches de la population. Malgré ces différentes augmentations des dépenses sociales, le rapport mondial sur le développement humain du PNUD 2014 classe le Benin 165<sup>ème</sup> sur 187 pays au niveau mondial en matière d'IDH ; ce qui montre que les dépenses fournies par l'Etat béninois dans les deux secteurs concernés ne sont pas suffisantes bien que l'IDH a connu une progression en valeur absolue : 0,476 en 2013 contre 0,436 en 2012

Dès lors, il sera donc judicieux de clarifier ce problème par l'étude de l'impact des dépenses publiques sociales sur le développement humain au Bénin. A cet effet, le chapitre 1 portera sur le cadre institutionnel de l'étude, le chapitre mettra l'accent sur le cadre conceptuel et méthodologique de l'étude et enfin le chapitre 3 qui portera d'une part sur l'analyse empirique et économétrique des données relatives à l'étude et d'autre part sur la vérification des hypothèses, de leurs implications économiques et des recommandations.

## CHAPITRE 1 : CADRE INSTITUTIONNEL DE L'ETUDE

Ce chapitre est consacré d'une part à la présentation de la DGAE à travers son historique, ses objectifs, sa structure organisationnelle, ses activités, son environnement, ses ressources de fonctionnement et ses défis. Ensuite, nous allons aborder le déroulement du stage en décrivant les travaux effectués, les difficultés rencontrés et les suggestions.

### SECTION 1 : Présentation de la structure du stage.

Dans cette section, il est abordé d'une part la présentation de la DGAE et d'autre part la présentation du CNPE.

#### PARAGRAPHE 1 : Présentation de la DGAE

Ce paragraphe aborde l'historique, les objectifs, et la structure organisationnelle de la DGAE.

##### 1-Historique-objectifs

Conformément aux dispositions de l'article 56 du décret N° 2005-110 du 11 mars 2005 portant Attributions, Organisation et Fonctionnement du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), la Direction Générale de l'Economie ( DGE) l'actuelle Direction Générale des Affaires Economiques ( DGAE) du MEF est chargée de :

- Proposer des mesures politiques économiques et financière à court, moyen et long terme au gouvernement, évaluer leurs effets sur les principales variables macro-économique et monétaires et suivre leurs mise en œuvre ;
- Elaborer des informations prévisionnelles sur l'évolution économique et financière du Benin
- Assurer le contrôle de l'Etat sur les opérations d'assurance, sur la promotion du marché national d'assurance et veiller à la sauvegarde des intérêts des assurés et bénéficiaires de contrat d'assurance ;
- Proposer et suivre l'exécution de la politique d'intégration économique régionale du Gouvernement et de veiller à la mise en œuvre des mécanismes de la surveillance multilatérale des politiques économiques dans le cadre de l'intégration régionale ;
- Préparer et conduire en collaboration avec les structures concernées, les programmes de suivi, des restructurations ou de privatisation des entreprises semi-publiques ou publiques, de même que les programmes de promotion des investissements privés ;
- Suivre la gestion des entreprises publiques, semi-publiques ou entités assimilée.

# DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

L'objectif général de la DGAE est d'élaborer des rapports trimestriels sur la situation économiques du pays en vue de les présenter à la commission de l'UEMOA tous les trois mois.

## **2-Structure organisationnelle de la DGAE**

La Direction Générale des Affaires Economiques comprend :

- La Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC)
- La Direction des Assurances (DA)
- La Direction de l'Intégration Régionale (DIR)
- La Direction de la Gestion et du Contrôle du Portefeuille de L'Etat (DGCPE)
- La Direction de la Promotion Economiques(DPE).

Outre ces directions, il est rattaché à la DGAE le Secrétariat Permanent du Comité National de la Politique Economique (CNPE) et la Cellule de Veille Economique et Financière (CVEF). La direction dispose également d'un Secrétariat Particulier (SP), d'un Service Administratif et Financier (SAF), d'un Service Information (SI) et d'un Service Chargé de la Coordination des Réformes Economiques (SCRE).

La DGAE est composée des structures nationales chargées des questions à caractère macroéconomique tels que :

### **❖ Les structures membres statutaires :**

- La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique ;
- La Direction Générale des Impôts et Domaines ;
- La Direction Générale des Douanes et Droits Indirects ;
- La Direction Générale du Budget ;
- La Direction Générale des Affaires Economiques ;
- La Direction Nationale du Plan et de la Perspective ;
- Le Secrétariat Technique du Programme d'Ajustement Structurel;
- Le Conseiller Technique aux Finances ;
- Le Conseiller Technique à l'Economie.

### **❖ Les structures membres du groupe techniques :**

- La Direction Générale de la Caisse Autonome d'Amortissement;
- L'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique ;

- La Direction nationale de la BCEAO ;
- La Direction de la Prévision et de la Conjoncture.

Le CNPE/CNC a son Secrétariat Permanent à la Direction Générale de l'Economie du Ministère de l'Economie et des Finances et est présidé par le Directeur Générale de l'Economie au Benin.

## **PARAGRAPHE 2 : PRESENTATION DU COMITE NATIONAL DE POLITIQUE ECONOMIQUE (CNPE)**

Cette présentation sera faite à travers son historique, ses missions, et ses ressources de fonctionnement.

### **1- Historique**

Selon l'arrêté portant organisation et fonctionnement de la Direction Générale de l'Economie, le Comité National de Politique Economique (CNPE) crée par décret 96-189 du 30 juin 1996, gère le suivi des mécanismes de la surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO. Depuis la Décision de la Conférence des chefs d'Etats et de Gouvernement de la CEDEAO de 1999 (A/DEC 7/12/99) relative à l'harmonisation des politiques macroéconomiques et la décision A/DEC.17/12/01 relative au mécanisme de surveillance multilatérale, le CNPE de l'UEMOA prend la dénomination du Comité National de Politique Economique/Comité National de Coordination (CNPE/CNC)

### **2- Missions et ressources de fonctionnement**

#### **2.1- Missions**

A cet effet, il sert d'antenne pour les Commissions de l'UEMOA et de la CEDEAO. Il a pour vocation d'assister ces institutions dans la collecte, le traitement et l'analyse des informations à caractère économique du Benin.

Le Comité National de Politique Economique est chargé de :

- La gestion des bases de données statistiques consistant à collecter et à traiter des données nationales, à confectionner un tableau de bord macroéconomique et des indicateurs nationaux et à élaborer des rapports trimestriels sur l'évolution de la situation économique du pays.

- Suivre la politique économique en recensant les décisions récentes et en évaluant leur impact sur les activités économiques du pays.

Le Comité National de Politique Economique transmet à la commission de l'UEMOA et à la BCEAO les rapports et les données statistiques couvrants les domaines suivants : finances publiques, dette publique, prix, croissance, monnaie et crédit, commerce extérieur et balance des paiements, revenus et emplois.

### **2.2- Ressources de fonctionnement du CNPE/CNC**

Le financement du fonctionnement du CNPE/CNC est assuré par un appui de l'UEMOA par an d'une moyenne de quinze millions (15.000.000) et accessoirement par un appui de la CEDEAO.

### **PARAGRAPHE 3: Déroulement du stage**

Cette section est consacrée au choix du thème. Il est alors question de mettre en relief les travaux effectués, les difficultés rencontrées et les suggestions y afférent

#### **I-Travaux effectués**

Ce paragraphe aborde les activités effectuées durant le stage.

##### **❖ Activités effectuées**

Le stage effectué au sein du CNPE a duré trois (3) mois à compter du 12/01/2015 au 10/04/2015 et a servi en grande partie à la rédaction du mémoire. Outre cet objectif académique, il nous a permis de participer à la conférence périodique sur la situation économique du Bénin le lundi 30 mars 2015. La pratique du logiciel E-VIEWS et le développement de plusieurs thèmes lors des conférences hebdomadaires du mercredi, nous ont permis de suivre la conjoncture économique du Bénin en général et celle des dépenses sociales en particulier. L'intérêt de ces travaux est de passer à un exercice pratique de certains cours, vu leurs caractères purement théoriques et de nous former à l'élaboration des analyses économiques. Dans la réalisation des travaux nous avons rencontré d'énormes difficultés que ce soit au niveau de la rédaction du mémoire ou au niveau des travaux réalisés avec le personnel. A ces difficultés nous avons proposé certaines suggestions contenues dans le paragraphe suivant.

## **II-Difficultés rencontrées et suggestions**

Les difficultés rencontrées sont de plusieurs ordres. On peut citer celles liées au fonctionnement du CNPE et celles liées à la collecte des données :

### **1-Les contraintes liées au fonctionnement du CNPE**

Au niveau du fonctionnement du CNPE les principales contraintes sont :

- ❖ La faible impulsion politique au niveau de l'Etat du processus de surveillance multilatérale ;
- ❖ La faible participation des membres statutaires aux travaux du CNPE ;
- ❖ Le manque de programme de formation des membres du CNPE sur les domaines de leur compétence ;
- ❖ Le non reconnaissance du rôle du CNPE par plusieurs organismes nationaux ;
- ❖ La faible diffusion des différentes productions du CNPE

La faible implication des membres statutaires du CNPE dans la surveillance mutuelle des Etats.

### **2. Les Difficultés liées à la collecte des informations**

Cette partie est consacrée aux difficultés rencontrés dans la rédaction du mémoire et qui constitue de véritables handicaps à la perfection de notre travail, elles sont d'ordres majeurs. Nous pouvons citer entre autres comme difficultés :

- ❖ Manque de bureau pour les stagiaires : la DGAE étant soumise à une forme demande de stage académique et professionnelle, les divers services et cellules vers lesquelles sont orientés les stagiaires se voient dans l'obligation de mettre ensemble tous les stagiaires dans un même bureau. La conséquence directe est que nous ne disposons par de pleins temps pour le stage. Les tuteurs de stages débordés par n'arrivent pas à prendre connaissance de tous les groupes de stagiaires, ils n'arrivent pas non plus à prendre connaissance de tous les thèmes de recherche ;
- ❖ La production tardive des données par les structures de bases : ceci retarde quelque peut l'évolution de la rédaction du mémoire;
- ❖ L'inaccessibilité des informations : certaines informations détenues par les structures ne sont pas du tout accessibles pour des raisons de confidentialité.

## **3. Suggestions**

Au vu de ses difficultés, les principales suggestions formulées sont les suivantes :

- ❖ Mettre en place un système d'information à tous les niveaux hiérarchiques du dispositif de surveillance multilatérale ;
- ❖ Augmenter les matériels de bureau, en vue de permettre à chaque structure de faire face à son effectif de stagiaires, de pouvoir les différencier et les soumettre aux travaux spécifiques de la structure ;
- ❖ Accroître la surveillance sur la participation effective des membres statutaires aux réunions du CNPE à travers des comptes rendus réguliers à chaque Ministre des départements qui sont représentés au sein du CNPE ;
- ❖ Assurer une plus grande plaidoirie aux activités du CNPE par une grande et meilleure diffusion de ses productions et une meilleure sensibilisation du public.

Vu la situation économique et financière du Bénin, les rapports trimestriels et les programmes pluriannuels de convergence de cette dernière décennie, la question de l'amélioration du capital humain reste toujours un défi à relever. Puisque nous effectuons notre stage à la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) nous avons choisi d'effectuer une étude spécifique sur l'Indice de Développement Humain du Bénin. D'où le choix du thème « Dépenses sociales et développement humain au Bénin ».

## **SECTION 2 CADRE CONCEPTUEL ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE**

### **I-Cadre conceptuel de l'étude**

Dans cette section nous présenterons dans un premier temps la problématique, les objectifs, les hypothèses de l'étude et dans un second temps la revue de littérature

### **PARAGRAPHE 1 : Problématique, objectifs et hypothèses**

#### **1-Problématique et objectifs de l'étude**

Comme l'ont montré les rapports successifs du PNUD sur le développement humain (*RDH*), un grand nombre de personnes dans la plupart des pays ont réalisé des progrès constants en termes de développement humain. Le *RDH* 2013 a révélé que plus de 40 pays en développement où vit la majorité de la population mondiale avaient réalisé des avancées plus importantes dans l'indice de développement humain que leur situation ne le laissait prévoir en

## DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

---

1990. Néanmoins, ces réalisations ne peuvent être tenues pour acquises. Tout indique que le taux global de progression connaît un ralentissement quel que soit le groupe. Au cours des dernières années, la perte moyenne de développement humain due aux inégalités s'est réduite dans la plupart des régions, en grande partie grâce aux avancées importantes dans le domaine de la santé et de l'éducation.

Le Rapport sur le développement humain 2014, «*Pérenniser le progrès humain: réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience*», s'intéresse à deux concepts étroitement liés et fondamentaux pour assurer les progrès en matière de développement humain. Depuis l'édition du premier Rapport sur le développement humain (RDH) mondial du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en 1990, de nombreux pays ont enregistré des avancées significatives dans ce domaine. En effet le Rapport de 2014 montre que les tendances générales à l'échelle mondiale sont positives et que les progrès se poursuivent. Cependant, des vulnérabilités persistantes menacent le développement humain, et faute d'une approche systématique par le biais de politiques et des réglementations sociales, les progrès ne sont pas équitables ou durables. Ce rapport offre un nouveau regard sur la vulnérabilité et propose des moyens de renforcer la résilience. Il indique que 1,2 milliard de personnes vivent avec un revenu inférieur ou égal à 1,25 dollar par jour. Les dernières estimations de l'Indice de Pauvreté multidimensionnelle (IPM) du PNUD révèlent que 1,5 milliard de personnes dans 91 pays en développement vivent en situation de pauvreté marquée par des carences cumulées en matière de santé, d'éducation et du niveau de vie.

Au Bénin sur la période 2002 – 2010, la part des dépenses totales publiques d'éducation dans les dépenses totales de l'État est en moyenne de 18,7% avec des valeurs minimales et maximales respectivement en 2007 (15.8%) et en 2010 (24.8%). Les dépenses totales publiques d'éducation représentent en moyenne 4% du PIB au cours de la période considérée avec des valeurs comprises entre 3,2% à 5.4 %. Cette part relativement importante témoigne de la priorité accordée par le gouvernement Béninois au secteur de l'éducation. Les dépenses publiques exécutées pour le secteur de l'éducation ont connu une forte croissance passant de 69,6 milliards à 174,2 milliards en francs CFA en termes constants, soit une augmentation de 150% sur la période. Les dépenses privées de santé quant à eux ont atteint 47,2% des dépenses totales de santé en 2008. Les paiements directs des ménages représentent environ 95% de ces dépenses privées depuis 2005 avec près de 75% consacrées aux produits pharmaceutiques selon les Comptes Nationaux de Santé 2005. Ceci amène à penser qu'une partie de la population béninoise est exposée aux risques de "dépenses catastrophiques en santé" d'autant qu'une des problématiques majeures du système de santé de ce pays est

## DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

---

constituée par l'inaccessibilité financière aux soins de santé. Toutefois, il existe une réelle volonté des pouvoirs publics béninois de trouver des solutions aux questions liées à la prise en charge de la santé des populations afin de réduire le poids financier de la maladie. Une autre dynamique intéressante à souligner dans le pays est la tendance actuelle à renforcer d'une part une extension de la couverture du risque maladie au secteur informel et vers les ruraux à travers les mutuelles de santé et d'autre part à réorganiser ces institutions en réseaux et structures faïtières.

D'après le rapport sur la mise en œuvre du budget de l'Etat béninois exercice 2013, les dépenses sociales prévues dans ce budget ont été engagées à fin juin 2013 pour un montant de 97 474,3 millions de FCFA, soit un taux d'exécution, de 119,7%. En effet, de façon spécifiques elles ont été engagés dans le secteur sanitaires pour un montant de 22539,9 millions FCFA soit un taux d'exécution de 160,2% et dans le domaine de l'éducation pour un montant 13341,9 dans l'enseignement supérieur, 16013,7 millions FCFA dans l'enseignement maternel et primaire et pour un montant de 5151,7 dans l'enseignement secondaire, technique et professionnelle soit un taux respectif de 126,2%, 136,2% et 100,8% dans chaque niveau d'enseignement. Ce qui traduit donc une amélioration progressive des dépenses sociales dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

Par ailleurs on apprend à travers le rapport du PNUD(2014) que l'espérance de vie à la naissance au Bénin est passée de 47,3 ans en 1980 à 59,3 ans en 2013. La durée moyenne de scolarisation a augmenté de 2,6 ans sur cette même période tandis que le Revenu national brut par habitant s'est amélioré d'environ 9,9% entre 1980 et 2013. En effet, le Bénin est l'un des pays à faible développement humain, avec un indice de développement humain (IDH) de l'ordre de 0,476 en 2013 (PNUD). Cet indice se situe sur une tendance haussière depuis 1980 où il était estimé à 0,287, traduisant les efforts engagés par le gouvernement béninois pour améliorer le niveau d'éducation et de santé, notamment l'accès à l'enseignement primaire et l'espérance de vie à la naissance qui se sont nettement améliorés au cours de ses dernières années. En dépit de ces évolutions, le Bénin est toujours classé au 165<sup>ème</sup> rang sur 187 pays au niveau mondial en matière d'IDH et les progrès vers les cibles fixées pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sont relativement lents concernant les cibles relatives à l'espérance de vie à la naissance, au niveau de scolarisation qui concourent à l'efficacité du capital humain. A cet effet un certains nombres de questions spécifiques ont suscités notre attention à savoir :

# DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

---

- Quel est l'impact des dépenses sociales consenties dans le secteur sanitaire sur le capital humain?
- Quel est l'impact des dépenses sociales effectuées dans le secteur de l'éducation sur le capital humain ?

Pour répondre a ces préoccupations, le présent travail de recherche intitulé «**DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN**» se fixe comme objectif général : Analyser l'impact des dépenses publiques sociales sur le capital humain au Bénin.

De façon spécifique, il s'agira:

- Analyser l'impact des dépenses sociales consenties dans le secteur sanitaire sur le capital humain.
- Etudier l'impact des dépenses sociales effectuées dans le secteur de l'éducation sur le capital humain.

## **2-HYPOTHESES**

Pour atteindre ces objectifs nous avons formulé les hypothèses suivantes :

**H1**-les dépenses sociales consenties dans le secteur sanitaire influencent positivement et significativement le capital humain.

**H2**-les dépenses sociales consenties dans le secteur de l'éducation influencent positivement et significativement le capital humain.

Notifions que l'amélioration du capital humain induit une amélioration du niveau de développement humain et par conséquent une amélioration de l'IDH.

## **PARAGRAPHE 2 : Revue de littérature**

Dans ce paragraphe, il sera question de donner une définition des mots clés, ensuite de présenter la littérature théorique et empirique ayant rapports au sujet d'étude.

### **1-Clarification des concepts**

#### ➤ **Développement humain**

Si la dimension humaine du développement n'est pas un thème nouveau dans le discours des grandes organisations internationales, l'attention avait cependant été jusqu'à ici focalisée sur

## DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

la notion quelque peu réductrice de « capital humain », l'homme étant davantage considéré comme facteur de croissance que comme fin du développement.

A partir du milieu des années 1980, cependant, cette approche va se tourner de plus en plus contestée. Le développement humain est alors évoqué comme une « dimension négligée ». En 1998 l'ONU propose la mise en œuvre d'une approche globale et totale donnant priorité aux personnes, considérées à la fois comme buts et moyens des politiques économiques et sociales. Il faut développer les capacités humaines pour permettre aux populations de devenir des agents constructifs du changement. Depuis lors, de nombreuses institutions ont proposé leur propre définition du développement humain. Mais c'est le PNUD qui a mis en œuvre l'approche la plus systématique dans son rapport en définissant le développement humain comme la maximisation du potentiel humain mais aussi son utilisation la plus large pour le progrès économique et social notamment sous trois aspects : éducation, revenu par tête et santé. Selon le PNUD le développement humain est un processus qui doit conduire à l'élargissement de la gamme des possibilités qui s'offrent à chacun et à une amélioration de la qualité de vie individuelle et sociale de la personne. Cette définition porte en elle trois conséquences à savoir :

-Il faut d'abord élargir la notion de développement, au delà de la croissance du revenu par tête, à la satisfaction des besoins humains fondamentaux : santé, emploi, éducation et qualité de vie

- il faut ensuite donner au développement humain un contenu participatif et démocratique. L'extension des libertés et l'approfondissement du sens de la responsabilité collective sont considérées comme des conditions essentielles du développement humain

-il s'agit ensuite enfin de prendre en compte, non seulement la satisfaction des besoins individuels immédiats, mais aussi le respect de l'intérêt collectif, compris celui des générations futures qui ne doit pas être compromis par une surexploitation des ressources naturelles

### ➤ **Dépenses sociales en développement humain**

Les dépenses sociales constituent l'ensemble des dépenses effectuées par les pouvoirs publics dans le but d'atteindre un niveau acceptable de développement. Il s'agit en particulier des dépenses d'éducation, de santé, d'habitat, de développement rural, et de travaux publics etc. En effet la dépense sociale en développement humain est un concept composite défini par le

PNUD dans le cadre de ses études sur le développement humain. Il regroupe l'ensemble des processus qui consistent à améliorer le bien-être des personnes (PNUD, 1997) et à l'amélioration du capital humain. A cet effet, « Les trois possibilités sont celles de vivre longtemps et en bonne santé, d'acquérir des Connaissances et un savoir, et de pouvoir accéder aux ressources nécessaires pour vivre dans des conditions décentes. Ce concept est caractérisé par l'indice de développement humain (IDH) ».

Comme les dépenses en développement humain conduisent en une amélioration du capital humain, il s'avèrent ingénieux de définir ce concept.

### ➤ **Capital humain**

Notion mise en valeur par SCHULTZ (1961, 1963) et BECKER (1964, 1975), le capital humain est, selon l'encyclopédie économique, le stock des capacités humaines économiquement productives (BEHRMAN et TAUBMAN, 1984). Ces capacités sont créées, ou produites par la combinaison de capacités innées et d'investissements dans les êtres humains. C'est l'ensemble des compétences et qualifications détenues par un individu. En ce sens, le capital humain s'identifie à l'individu lui-même. Cette définition souligne l'intérêt du capital humain comme facteur de croissance économique mais n'explique pas son processus d'accumulation. NGUYEN et SCHWAB (1999) comblent cette lacune en définissant le capital humain comme «le niveau de qualification de la main d'œuvre, ce niveau résultant de l'accumulation d'expériences et de savoir-faire, tant dans le système scolaire que professionnel ». Au plan macro-économique, les éléments composant le capital humain sont principalement la santé et l'éducation.

## **2-Littérature théorique**

### ➤ **Origine des dépenses publiques sociales**

Le débat sur la relation entre les dépenses publiques et la croissance économique n'est pas nouveau. Il a été au centre des préoccupations des économistes classiques qui voyaient l'intervention de l'Etat dans l'économie par le biais des dépenses publiques comme une source de déséquilibre du marché. Pour eux, l'Etat doit se cantonner à ses fonctions régaliennes de défense, de justice et de diplomatie et prendre en charge la fourniture des services publics indispensables à la communauté et qui ne pourraient pas être fournis par les opérateurs privés. Cette vision restrictive de l'Etat est aux antipodes de la pensée keynésienne. Les keynésiens accordent à l'Etat un rôle prépondérant dans le processus de la croissance

économique par le moyen des dépenses publiques. Ils insistent sur les effets multiplicateurs associés à l'augmentation des dépenses publiques ou à la réduction du taux d'imposition. Ainsi, lorsque le revenu national baisse et que les dépenses privées diminuent, l'Etat doit soutenir l'économie en augmentant les dépenses publiques. Cette augmentation va booster la demande effective, ce qui impacte le niveau de production et donc de l'emploi. Par contre, lorsque l'Economie est en surchauffe, l'Etat doit réduire la pression en limitant ses dépenses.

### ➤ **Fondement théoriques des dépenses publiques en capital humain**

L'idée que l'investissement en capital humain promeut la croissance économique remonte en réalité au temps d'Adam SMITH et des premiers économistes classiques qui ont mis en lumière l'importance de l'investissement dans les qualifications humaines. Cette importance fut longtemps ignorée par la Banque Mondiale qui, dès sa création en 1944 a concentré ses efforts sur les projets visant directement à accroître la capacité de production des pays membres, plutôt que de financer des projets tels que la construction et l'équipement des écoles, des collèges et universités. Il fallait attendre 1962, après la fondation de l'Association Internationale pour le Développement (IDA, filiale de la Banque), pour voir la Banque signer le premier prêt à l'éducation. La justification de ce prêt repose sur l'idée que l'éducation n'est pas seulement un droit essentiel de l'homme, mais qu'elle est aussi une composante de base du développement économique et social, et que les investissements en éducation judicieusement planifiés apportent d'imposants dividendes économiques, particulièrement dans les pays les plus pauvres. L'une des principales causes de ce changement dans les idées fut l'intérêt croissant, dans les années 1960, pour la valeur économique de l'éducation, qui a été qualifiée par BOWMAN (1966) de «révolution de l'investissement humain dans la pensée économique». En effet, certains économistes tentèrent de mesurer la contribution de l'éducation à la croissance économique (SCHULTZ, 1961-1963 ; DENISON, 1962-1967; KRUEGER, 1968) et de nombreux autres commencèrent à analyser le concept d'investissement en capital humain (BECKER, 1964-1975). Ainsi, la tentative de DENISON (1962) d'expliquer la croissance économique des Etats-Unis entre 1910 et 1960 en termes d'accroissements du travail et du capital physique a montré immédiatement qu'il y avait un «résidu» important qui ne pouvait être expliqué de cette manière. Ceci a constitué un défi pour les chercheurs qui ont alors dirigé leurs efforts vers la découverte de la mesure dans laquelle le «résidu» était relié à l'effet de l'éducation sur la force de travail et sur d'autres facteurs. A cet égard, DENISON montra que presque un quart (23%) du taux de croissance de l'output aux USA était dû à l'accroissement de l'Education de la force de travail. SCHULTZ (1963) aboutira aussi aux mêmes observations.

L'argumentation du niveau de formation de la force de travail paraît expliquer une part importante de la croissance de la production à la fois dans les pays développés que dans les pays en développement pendant la décennie 1950.

Cependant, ces estimations reposent sur des hypothèses théoriques nombreuses et variées qui ont été contestées. Et la recherche dans ce domaine s'est ralentie dans les années 1970 à cause de la stagnation des économies et de la montée des doutes quant au rôle de l'éducation dans le développement. Toutefois, elle connaîtra un regain d'intérêt avec le rapport HICKS-WHEELER (1980) qui réaffirmait que la contribution de l'éducation à la croissance est encore plus forte si l'on prend en compte les complémentarités entre l'éducation et d'autres formes d'investissement. Mais il faudra attendre la seconde moitié des années 1980 pour voir le rôle du capital humain modélisé par les théories de la croissance endogène qui apporteront un nouvel éclairage scientifique.

### ✓ **Théories de la croissance endogène**

Le capital humain a semblé réunir les qualités requises à un moteur de la croissance économique parce qu'il est susceptible à la fois de connaître une accumulation à rendement au moins constants mais aussi de justifier l'existence d'externalités. Il se présente également comme un déterminant primaire de la productivité du travail et du capital. La connaissance ne semble pas être régie par une décroissance des rendements au fur et à mesure de son accumulation. Au contraire, un certain niveau de connaissance peut paraître indispensable à l'acquisition de nouveaux savoirs et à leur mise en œuvre au sein de l'entreprise. En ce sens, le capital humain est sujet à des phénomènes d'apprentissage et donc à des rendements au moins constants. Dans son modèle de Learning by doing, Lucas(1988) propose un cadre analytique alternatif à celui de Solow(1956) dans lequel l'accumulation du capital à rendements constants permet de justifier l'existence d'une croissance économique auto-entretenu. Sur le sentier de croissance équilibrée, le taux de croissance des variables par tête est «tiré» par le taux d'accumulation du capital humain. En d'autres termes, le capital humain est, de par la croissance de ses rendements, générateur de croissance endogène. De plus, et cela constitue la démarcation majeure de ce courant avec la théorie solonienne, les différences dans les rendements du capital humain ou dans le temps alloué à la scolarité entre les pays peuvent justifier une divergence persistante entre les taux de croissance économique. Une hypothèse d'externalité lors du développement économique permettrait, elle aussi, de justifier l'endogénéité de la croissance. Römer(1986) et Lucas montrent, à ce propos, qu'en présence d'externalités de production liées soit à l'accumulation de capital physique (Römer, 1986), soit à celle du capital humain (Lucas, 1988), il est possible de retrouver au niveau macro-

économique des rendements constants du facteur accumulable tout en conservant, au niveau micro-économique, des conditions de concurrence et d'atomicité des agents. Lucas(1988) insiste sur la pertinence à lier externalité de production et capital humain: les individus choisissaient de se former de manière individuelle, mais leur choix aurait un fort impact au niveau macroéconomique via l'élévation de la productivité globale des facteurs que cela entraînerait. Lucas(1988) modélise ce lien entre le terme de productivité globale de la fonction et le niveau général de formation d'un pays en intégrant à la fonction de production ce que les agents considèrent comme une constance et ce que l'auteur définit comme la moyenne des niveaux d'éducation d'externalité de la population active. Enfin, le capital humain se présente comme un déterminant de la capacité à innover. Contrairement à Lucas, qui endogénéisait la variable de capital humain en faisant dépendre son accumulation de sa productivité et du temps passé à la formation, Römer (1990) suppose un stock de capital fixe. Le capital humain est donc considéré, à présent, comme un facteur non accumulable. C'est l'accumulation des variétés d'inputs nécessaires à la production qui devient moteur de la croissance, cette accumulation dépendant positivement de la main-d'œuvre qualifiée allouée au secteur de recherche et développement. C'est donc le capital humain en niveau, approximé par la quantité de main-d'œuvre qualifiée, qui détermine le degré de dynamisme d'une économie.

### **3-littérature empirique**

Ici également, les résultats diffèrent selon les pays et les modèles.

M. **ROBINSON, OLULU** et al (2014) découvrent avec l'utilisation de deux modèles à court terme la méthode des moindres carrés ordinaires et à long terme la méthode ADF (Augmented Dickey-Fuller) que les dépenses publiques au Nigeria peuvent stimuler l'investissement local comme étranger. L'écrit recommande au gouvernement du Nigeria de dépenser plus dans les variables macro-clés comme la santé, les infrastructures. Pour M. **COULIBALY** (2013), avec un modèle de fonction de production agrégé de Cobb-Douglas les dépenses publiques d'éducation ont un impact positif sur la croissance économique en Cote d'Ivoire. Le rôle des dépenses publiques dans les modèles récents de croissance endogène est reconsidéré avec vigueur, notamment avec les travaux de **BARRO** (1990, 1991). Ce dernier, en considérant l'existence d'un seul secteur et l'hypothèse des rendements d'échelle constants, développe un modèle où les dépenses publiques jouent un rôle moteur dans l'accroissement du produit intérieur brut. Dans ce modèle, il suppose que les dépenses publiques sont incluses dans la

## DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

---

fonction de production. En incorporant les dépenses publiques dans la fonction de production traditionnelle, il considère que ce facteur agit sous forme d'externalités, en induisant des effets d'économie d'échelle sur les rendements des facteurs. Ces modèles de BARRO arrivent donc à expliquer le différentiel de croissance et de développement entre les pays par le différentiel d'efficacité marginal des dépenses publiques. Ils mettent aussi en exergue le fait que ce n'est pas le niveau des dépenses ou leur part dans le produit intérieur brut qui explique la croissance économique, mais leur efficacité marginale. Ce sont les facteurs liés à la structure, à la qualité et au mode d'utilisation des dépenses qui sont déterminants pour expliquer la croissance économiques. **KEHO** (2007), dans un modèle VAR conclut que les dépenses publiques totales et d'éducation n'ont pas d'impact significatif sur le Produit Intérieur Brut (PIB), que les dépenses d'investissement n'ont pas d'effet significatif sur l'évolution du PIB, enfin que l'évolution du PIB influence positivement les dépenses publiques dans les secteurs de la santé et négativement les dépenses dans le secteur de l'énergie. Dans une étude empirique, sur 98 pays, BARRO (1990) a montré que l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique est négatif. En effet, partant d'un modèle de croissance endogène, il trouve que les composantes des dépenses publiques telles que les dépenses d'éducation, et les dépenses de santé n'ont pas d'effets statistiquement significatifs sur le niveau de la croissance économique. Shantayanan **DEVARAJAN** et al (1996) à partir des données de 43 pays avec pour modèle les moindres carrés ordinaires concluent que les dépenses publiques ont un effet positif et significatif sur la croissance économique, mais que la relation entre les composantes des dépenses publiques et la croissance du capital est négative. Ainsi, pour ces auteurs, les dépenses productives lorsqu'elles sont utilisées en excès peuvent être improductives, ces résultats confirment la mauvaise allocation des dépenses publiques en faveur des dépenses en capital. **NUBUKPO** (2003) utilisant un modèle standard de croissance conclut qu'à court terme les dépenses publiques totales n'ont pas d'impact significatif sur la croissance dans la majorité des pays de l'UEMOA, à long terme l'impact des dépenses publiques totales sur la croissance sont fortement différencié par pays. Il conclut également que les dépenses de consommation publiques exercent un impact globalement négatif à court et à long terme sur le PIB dans l'UEMOA et que les dépenses d'investissement public ont un impact positif à long terme sur le PIB de L'UEMOA. **KEHO** (2008) trouve qu'à long terme, il y absence de causalité entre le PIB, les dépenses publiques et les indicateurs d'éducation. A.S. **OKORO** (2013) dans une étude sur les dépenses publiques au Nigéria conclut qu'à long terme il y a un équilibre entre les dépenses publiques et la croissance économique et que la dynamique de court terme ajuste l'équilibre

## DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

---

de long terme à un taux de 60 % par an. Ali **SULIEMAN** (2014) dans une étude sur les dépenses publiques en Jordanie aboutit aux résultats qui montrent que les dépenses en capital et en éducation ne conduisent pas à la croissance économique parce que l'éducation coûte chère, mais que les dépenses en santé et en affaires économiques ont un impact sur la croissance économique. Les analyses empiriques et les théories modernes suggèrent que la croissance économique dépend de la diffusion et de l'absorption des nouvelles techniques, mais celles-ci exigent des compétences, non seulement pour les créer, mais aussi pour les utiliser (Mokyr, 2013). L'innovation et la diffusion des techniques dépendraient donc étroitement du capital humain et notamment de l'éducation scolaire. Par exemple, Edward **GLAESER**, Rafael **LAPORTA**, Florencio **LOPEZ-DE-SILANES** et Andrei **SHLEIFER** (2004) ont critiqué l'idée selon laquelle les différences en termes d'institutions seraient essentielles pour expliquer les différences dans la performance économique ; en fait, selon eux, les différences en termes de développement économique observées entre les pays s'expliqueraient avant tout par des différences en termes de scolarité. Pourtant, si le capital humain est aujourd'hui un puissant indicateur avancé pour le développement économique, il n'y a pas consensus sur le rôle qu'il a joué lors de la révolution industrielle. Pour l'Angleterre, le meneur technologique lors de la révolution industrielle, l'éducation scolaire semble ne pas avoir contribué à la croissance économique, du moins pas aux premières étapes de l'industrialisation (Mitch, 1999). Le taux d'alphabétisation de la Grande-Bretagne s'élevait à environ 60 % pour les hommes et à 40 % pour les femmes, c'est-à-dire à des niveaux très proches de ceux de la Belgique, légèrement plus élevés que ceux de la France, mais bien plus faibles que ceux des Pays-Bas et de l'Allemagne. Diverses raisons ont été alors avancées pour expliquer le leadership technologique de l'Angleterre, notamment les institutions (avec le système de droits de propriété et en l'occurrence des brevets qui auraient incité les agents à se lancer dans l'activité entrepreneuriale et l'innovation), la géographie (avec les dotations en ressources naturelles comme le charbon), la colonisation, la culture et tout simplement la chance. En revanche, les données empiriques sont plus nuancées en ce qui concerne le rôle du capital humain pour les pays suiveurs. Si certains auteurs suggèrent qu'il n'a pas été un moteur déterminant dans le rattrapage au cours du dix-neuvième siècle, d'autres affirment le contraire: une fois les nouvelles techniques apparues en Grande-Bretagne, le capital humain s'est peut-être révélé crucial en facilitant leur adoption par les pays suiveurs. En l'occurrence, Sasha Becker, Erik **HORNUNG** et Ludger **WOESSMANN** (2011) montrent que l'évolution de l'emploi dans les secteurs industriels de la Prusse du dix-neuvième siècle s'explique assez finement par les données relatives à l'éducation primaire (sauf pour le secteur du textile).

Bref, l'avantage éducationnel dont jouissait la Prusse lui permit d'amorcer son rattrapage sur l'Angleterre. Dans un article précédent, Sasha BECKER et Ludger WOESSMANN (2009) étaient revenu sur la thèse wébérienne selon laquelle l'éthique protestant aurait joué un rôle crucial dans l'apparition (de l'esprit) du capitalisme moderne. Ils constataient que l'avantage éducationnel de la Prusse s'expliquait en partie par la religion. En l'occurrence, le luthéranisme aurait stimulé le développement économique en favorisant l'éducation. Ces résultats s'appliqueraient également aujourd'hui : le capital humain et, plus précisément, l'éducation de masse ne joueraient pas forcément un rôle important pour la croissance des pays les plus avancés technologiquement, ceux qui sont présents sur la « frontière technologique ». Elle se révélerait par contre essentielle pour les pays en retard de développement en leur permettant d'absorber les techniques les plus avancées et de se rapprocher ainsi de la frontière technologique. Pour Joel MOKYR (2005, 2013), les études cherchant à évaluer l'importance du capital humain pour la croissance économique ont trop souvent tendance à se focaliser sur la seule éducation scolaire, alors que l'apprentissage et d'autres manières plus informelles pour acquérir du capital humain joueraient selon lui un rôle plus important. Par exemple, d'après Morgan KELLY, Joel MOKYR et CORMAC (2013), c'est parce qu'elle disposait d'une main-d'œuvre d'une meilleure qualité que la Grande-Bretagne a pu jouer son rôle de meneuse lors de la Révolution industrielle. Parce qu'ils étaient mieux nourris que les travailleurs continentaux, les travailleurs britanniques ont été d'une plus grande taille et en meilleure santé. Ils disposaient d'une plus grande force physique et de meilleures capacités cognitives, donc d'une plus forte productivité. En outre, la distribution des aptitudes et de la dextérité était asymétrique : il existait un relativement large contingent de travailleurs qualifiés. Si ce contingent a pu être doté de fortes compétences, c'est grâce à un système efficace d'apprentissage des jeunes travailleurs, ce qui suggère que les institutions ont effectivement joué un rôle décisif dans l'industrialisation précoce. Poursuivant certaines intuitions de Joël MOKYR (2005), Mara SQUICCIARINI et Nico VOIGTLÄNDER (2014) font la distinction entre le capital humain moyen (c'est-à-dire les compétences des travailleurs) et le savoir supérieur (celui des ingénieurs et entrepreneurs au sommet de la distribution des compétences). Dans leur modélisation, les compétences des travailleurs accroissent la productivité locale dans une technologie donnée, tandis que le savoir scientifique rend les entrepreneurs capables de se maintenir avec une frontière technologique rapidement changeante. Par conséquent, si la présence locale d'élites de savoir peut ne pas être importante dans l'ère préindustrielle, elle peut ensuite constituer un moteur de la croissance, mais les compétences des travailleurs ne sont alors cruciales dans aucune des deux

périodes. Pour évaluer la présence géographique des élites du savoir SQUICCIARINI et VOIGTLÄNDER ont alors utilisé les abonnements à l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert, un ouvrage qui cherchait à rendre compte du savoir scientifique et technologique disponible à l'époque. Ils montrent que la densité d'abonnements dans chaque ville est un puissant indicateur avancé de la croissance urbaine après 1750, soit le début de la révolution industrielle, mais pas avant productives dans les régions ayant une forte densité d'abonnements. Cela dit, SQUICCIARINI et VOIGTLÄNDER ne rejettent pas l'idée que des facteurs tels que la culture, les institutions ou la géographie aient pu jouer un rôle plus fondamental pour amorcer la révolution industrielle, facteur de croissance pour ces pays.

### II-Cadre méthodologique

Cette section est consacrée à la présentation du modèle à estimer et des règles de décision des tests.

#### PARAGRAPHE 1 : Présentation du modèle

##### 1- Modèle

Dans une analyse économétrique, nous distinguons généralement deux types de variables:

- La variable dépendante dite endogène ou variable à expliquer.
- Les variables indépendantes dites exogènes ou variables explicatives.

Les différents éléments énumérés dans la revue de littérature permettent d'utiliser un modèle linéaire pour vérifier les tendances observées. Ainsi la spécification suivante a été retenue

**IDH = f (DPE, DPS, PIB)** avec ;

**IDH** : Indicateur de Développement Humain ; **DPE** : Dépenses Publiques en éducation; **DPS** : Dépenses Publiques en santé; **PIB** : Produit Intérieur Brut

Pour apprécier la corrélation des dépenses publiques en capital humain avec les indicateurs sociaux, la forme log-linéaire de COBB-DOUGLAS sera adoptée ici aussi,

$$L(\text{IDH}) = \beta_0 + \beta_1 L(\text{DPE}) + \beta_2 L(\text{DPS}) + \beta_3 L(\text{PIB}) + \varepsilon_t$$

Avec :

# DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

---

L : logarithme népérien

( $\beta_0, \beta_1, \beta_2$  et  $\beta_3$ ) les coefficients à estimer et  $\epsilon_t$  : le terme d'erreur

## **2-Nature et source des données**

Les données retenues vont de 1990 à 2013 compte tenu de la disponibilité des données concernant l'étude. Les statistiques relatives aux variables de notre étude proviennent des sources ci-après :

- les centres de recherche, et de documentation (DGAE, INSAE) pour toutes les informations spécifiques relatives à la question;
- Toutes les données sur les dépenses publiques sont obtenues à la Direction de la Programmation des Investissements Publiques (DPIP)
- Toutes les données sur l'indicateur du développement humain sont obtenues sur le site internet du Programme des Nations Unies pour le Développement et des rapports nationaux sur le développement humain du Bénin.
- Les données sur le PIB par habitant sont obtenues à la DPIP

## **3-Signes attendus**

**Tableau 1** : Récapitulatif des signes attendus

VARIABLES	LIBELLES	SIGNES ATTENDUS
DPE	Dépenses publiques en éducation	+
DPS	Dépenses publiques en santé	+
PIB	Produit Intérieur Brut	+

## **4-Justification du choix des variables**

Nombres d'études empiriques ont été réalisées sur les dépenses publiques. Elles interviennent le plus souvent dans les secteurs, santé, éducation, qui sont les principaux facteurs explicatifs du capital humain. L'emploi n'est rien d'autre que la consolidation de ce capital humain et qui dépend beaucoup plus de l'homme lui même. C'est pourquoi le présent travail cherche à vérifier et à comprendre, si les dépenses publiques (éducation, santé) permettant l'amélioration de la qualité de la santé, de l'éducation influencent-elles réellement l'accroissement du capital humain ?

Pour atteindre cet objectif, les dépenses publiques seront subdivisées en plusieurs catégories à savoir : l'éducation, la santé etc. Ainsi, il sera déterminé l'impact des dépenses publiques (éducation,

## DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

---

santé, etc.) sur l'indicateur du développement humain (IDH). Le choix des variables exogènes s'explique par l'impact direct qu'elles ont sur le mode de vie, le niveau de vie et le niveau d'instruction des populations. Pour notre part, les dépenses publiques, surtout sociales, amélioreraient les conditions d'existence des populations et par conséquent devraient renforcer le capital humain. Notre logique prendra appui sur les variables ci-après :

L'IDH, l'Indicateur de Développement Humain, est le meilleur indicateur permettant d'évaluer les impacts des dépenses publiques d'investissement, puisqu'il prend en compte l'accès à la santé, l'accès à l'éducation et le mieux-être des populations. Il permet de voir le développement qui se fait au niveau de l'être humain, l'homme, qui sera une main d'œuvre productive.

DPE : Dépenses publiques en éducation. Le choix de cette variable s'explique par le fait que l'éducation joue un rôle primordial dans le processus de développement. Ainsi, en investissant dans le secteur éducatif, on formerait des cadres compétents qui seront utiles pour le développement économique de la nation. L'éducation représente aujourd'hui une dépense qui doit produire demain un supplément de richesse et de bien-être.

DPS : Dépenses publiques sanitaires. L'état de santé en tant que composante du capital humain joue manifestement un rôle de premier plan dans la marche vers le développement durable. Une population bien nourrie et bien soignée est un facteur déterminant de la croissance économique. C'est ce qui justifie le choix porté sur la variable « DPS ».

PIB : Produit Intérieur Brut. Le PIB par l'approche Revenu par tête constitue l'une des trois dimensions du développement humain. Il participe également aux renforcements du capital humain de la population. Il joue ici le rôle de variable de contrôle

### **PARAGRAPHE 2 : Technique d'analyse des données**

La technique d'analyse utilisée dans le cadre de cette étude est essentiellement basée sur les tests économétriques. La liste des tests et les règles de décisions se présentent comme suit :

#### **✓ Test de racine unitaire**

C'est le test de Dickey-Fuller Augmented (ADF) qui sera utilisé pour vérifier la stationnarité des séries à partir du logiciel EVIEWS 7.0. Les hypothèses de ce test sont  $H_0$  (non stationnaire), et  $H_1$  (stationnaire). La règle de décision est la suivante : lorsque l'ADF ( Augmented Dickey-Fuller

## DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

---

statistic) est inférieur à CV (Critical Value) on accepte l'hypothèse H1 de stationnarité et on rejette H0. Dans le cas contraire on accepte H0 et on rejette H1. L'intérêt de la condition de stationnarité est que l'effet produit par un choc sur une série non stationnaire est transitoire. Dans ce cas, il devient difficile de cerner l'effet d'une série sur les variables d'une autre qui est non stationnaire. Ce qui conduit à des régressions fallacieuses pour des modèles comportant des séries non stationnaires. Plus de détails en (annexe1).

### ✓ Test d'homoscedasticité de white

Il permet de voir si la variance du terme d'erreur est une constante ou non. Les erreurs sont homoscedastiques si la probabilité de la statistique de Fisher est supérieure à 5%. Dans le cas contraire les erreurs sont hétéroscedastiques.

### ✓ Test de Breusch-Godfrey

Pour vérifier si les erreurs sont corrélées ou non, nous avons réalisé le test de Breusch-Godfrey, donné par :

$BG = n \cdot R^2$  suit un Khi-deux à  $p$  degré de liberté, avec :

$P$  : nombre de retard des résidus.

$N$  : nombre d'observations

$R^2$  : coefficient de détermination.

L'hypothèse de non auto corrélation des erreurs est acceptée si la probabilité est supérieur à 5% ou non si  $n \cdot R^2 < \text{Khi-deux lu}$ . Dans le cas contraire les erreurs sont auto-corrélées. L'auto-corrélation est aussi vérifiée par le corrélogramme des erreurs. Les erreurs ne sont pas auto-corrélées si elles sont dans une corrélogramme.

### ✓ Le test de normalité de Jarque-Bera

A cet effet on a recours au test de Jarque-Bera (J-B).

Hypothèse du test :

**H0 : X suit une normale N (m,σ)**

## **H1 : X ne suit pas une loi normale N (m,σ)**

La statistique de J-B est défini par :  $J-B = n [s^2/6 + (k-3)^2 /24]$  , où s représente le coefficient de dissymétrie (Skewness) et k le coefficient d' aplatissement (Kurtosis).

J-B suit sous l'hypothèse de normalité une loi de Khi-deux à 2 degrés de liberté.

On accepte au seuil de 5% l'hypothèse de normalité si **J-B < 5,99** ou si **probability > 5%**.

### ✓ **Test de Fisher ou de significativité global du modèle**

La validation statistique de la qualité globale du modèle est faite à partir de la probabilité statistique de Fisher (F-statistic) qui doit être inférieur à 5%.

### ✓ **Qualité de la régression**

L'appréciation de la régression faite à partir du coefficient de détermination  $R^2$  qui est le pouvoir explicatif du modèle. Il renseigne sur la part de l'évolution de la variable dépendante qui est expliqué par les variables indépendantes. Plus le  $R^2$  est proche de 1 et bonne est la régression.

### ✓ **Test de student ou de significativité des variables explicatives**

Les variables explicatives dans le cadre de l'étude peuvent être significatives ou non dans l'explication de la variable dépendante du modèle. Ainsi la significativité de chacune des variables sera étudié à l'aide des probabilités critiques qui seront inférieur à 5% ou les « t-statistic » en valeur absolue seront supérieur à 1,96.

## CHAPITRE II : ANALYSE EMPIRIQUE

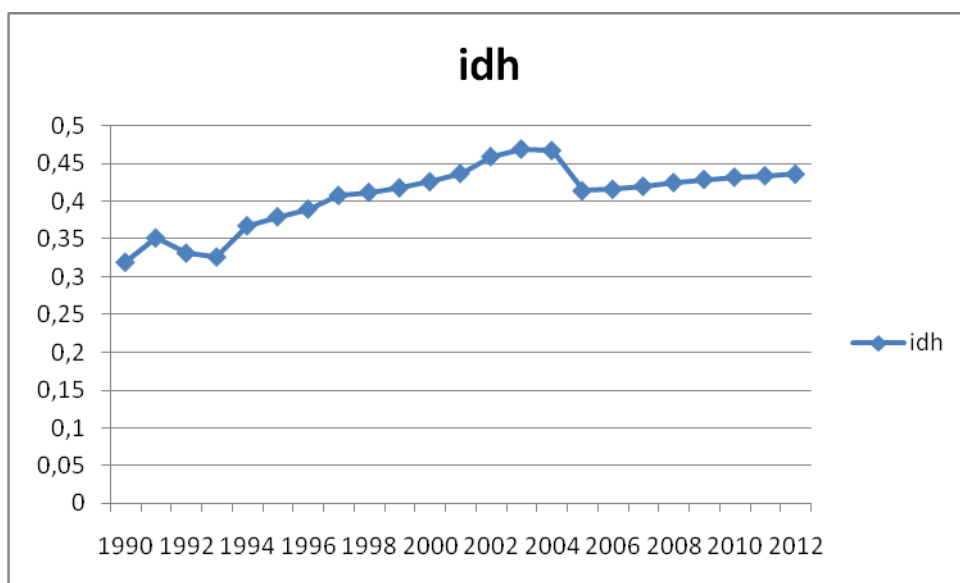
### SECTION 1 : Analyse descriptive et économétrique.

Cette section aborde essentiellement l'étude des graphes et des résultats des tests économétriques.

#### PARAGRAPHE 1 : Analyse descriptive.

Le graphe ci-dessous montre l'évolution de l'idh entre 1990 et 2013.

#### **Graphique 1** : Evolution de l'IDH au Benin.

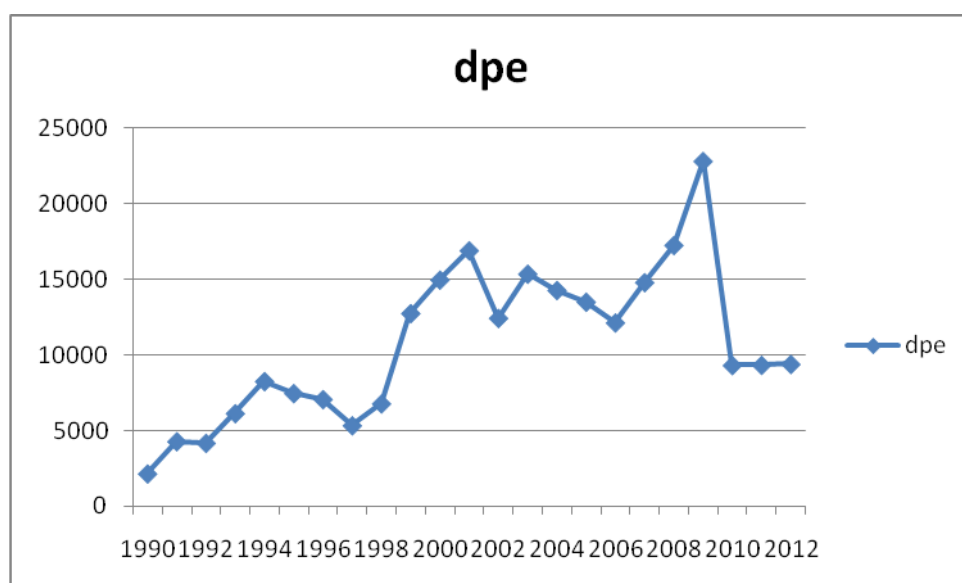


Source : Réalisé sur la période de 1990 à 2013 par les auteurs

Source des données : site web du PNUD

Ce graphe montre une évolution de l'IDH sur la période d'étude. L'IDH a atteint sa valeur maximale en 2003(0,469) et sa valeur minimale en 1990(0,32). Il a connu une diminution sur la période de 2003 à 2012 passant de 0,469 à 0,436 en 2012.

**Graphique 2 :** Evolution des DPE

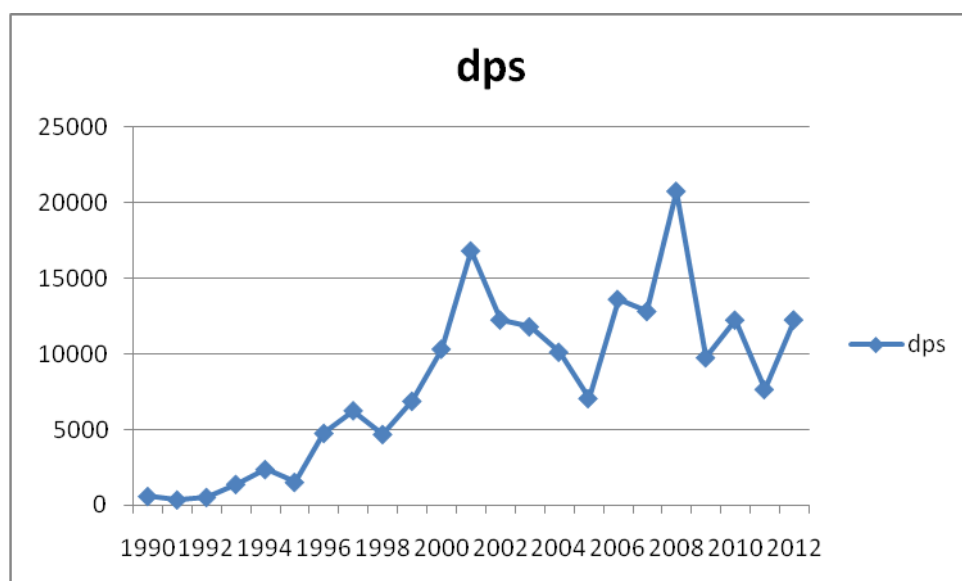


Source : réalisé sur la période de 1990 à 2013 par les auteurs

Ce graphe traduit l'évolution des DPE au Bénin. Il montre une évolution des DPE de 1990 à 2009 avec comme valeur minimale 2138,176 en 1990 et 22813,71 pour valeur maximale (2009). Il s'en suit une diminution considérable des DPE entre 2010 à 2012.

NB : les valeurs sont en millions de francs CFA

**Graphique 3 :** Evolution des DPS



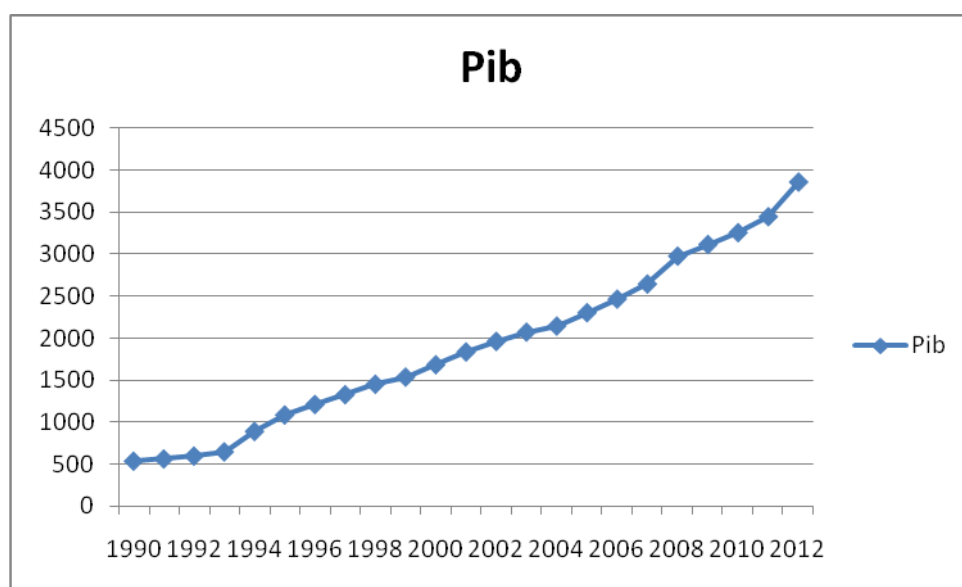
Source : Réalisé sur la période de 1990 à 2013 par les auteurs

## DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

Le graphe ci-dessus traduit l'évolution des DPS au Bénin de 1990 à 2012. Il montre un accroissement des DPS de 1990(608,643) à 2001(16796,515), puis une évolution en dent de scie de 2001 à 2012. La valeur maximale des DPS est observée en 2008(20727,57)

NB : les valeurs sont en millions de francs CFA

**Graphique 4** : Evolution du PIB au Benin



Source : Réalisé sur la période de 1990 à 2013 par les auteurs

Ce graphe traduit l'évolution du PIB au Bénin. En effet, le PIB a connu un accroissement considérable sur la période de 1990 à 2012. Les valeurs sont en millions de francs CFA

NB : Compte tenu de la différence d'échelle entre la variable expliquée et les variables explicatives, le graphe montrant l'évolution simultanée des variables explicatives et de la variable expliquée ne peut être réalisé. Néanmoins l'analyse comparée du graphe de l'IDH avec chacun des autres graphes des variables explicatives montre une évolution de l'IDH suite à l'évolution de chaque variable.

### **PARAGRAPHE 2 : Analyse économétrique**

#### **I-Présentation et analyse des résultats de l'estimation**

Les résultats de l'estimation ont été obtenus à partir d'analyse précitées dans la méthodologie. Ces résultats feront l'objet d'une présentation et d'une analyse.

##### ✓ **Test de stationnarité des séries**

## DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

Avant d'effectuer toute étude économétrique sur des séries chronologiques, il faut s'assurer que les séries sont stationnaires. Ainsi, nous effectuerons le test de stationnarité à partir de racine unitaire de Dickey-Fuller Augmenté (ADF). Ce test se base sur l'hypothèse H0 qu'une série contient une racine unitaire contre l'hypothèse H1 que la série soit stationnaire. Lorsqu'il y a absence de racine unitaire, on dit que la série est stationnaire.

Tableau 2 : synthèses de résultats du test d'ADF

variables	ADF test statistic	t-statistic	Prob	Constant	Trend	Ordre D'intégration
LIDH	-4,706918	-3,644963	0,0062	Oui	Oui	I(1)
LDPE	-3,936497	-3,673616	0,0309	Oui	Oui	I(1)
LDPS	-6,695722	-3,644963	0,0001	Oui	Oui	I(1)
LPIB	-4,787936	-3,658446	0,0057	Oui	Oui	I(2)

Source : réalisé par les auteurs à partir de l'annexe 1

NB : Ly : logarithme népérien de la variable y

I(1) intégré d'ordre 1

I(2) intégré d'ordre 2

Ce résultat montre que les variables LIDH, LDPE et LDPS sont stationnaires en différence première et LPIB est stationnaire en différence seconde. Elles sont donc toutes intégrées suivant différents ordre, il n'y a pas risque de cointégration, on peut donc se passer du test de cointégration.

Tableau 3: synthèse des résultats des autres tests.

	Test d'homoscédasticité	Test d'auto-corrélation	Test de normalité	Test de Fisher
Probabilité	0,5003	0,095	0,851651	0,0000000
Décision au seuil de 5%	Erreur homoscédastique	Erreur non auto-corrélé	Distribution normale	Modèle globalement significatif

Source : Réalisé par les auteurs à partir de l'annexe.2,3,4,5.

## DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

Les erreurs étant homoscédastique, non auto-corrélés et suivant une distribution normale on peut donc conclure que les estimateurs sont BLUE.

✓ Estimation du modèle.

Tableau 4 : Résultats de l'estimation du modèle et significativité des variables.

Variabes	Coefficients	t-statistic	Probabilités	Significativité au seuil de 5%
C	-1,974530	-8,185578	0,0000	significative
LDPE	0,032399	0,939684	0,3592	Non significative
LDPS	0,048105	1,984311	0,0419	significative
LPIB	0,049020	1,996822	0,0303	significative

Source: Réalisé par les auteurs à partir de l'annexe 5

De ce tableau on déduit que les dépenses publiques en éducation ne sont pas significatives au seuil de 5% tandis que les dépenses publiques sociales en santé comme le PIB sont tous deux significatifs au seuil de 5%. Le coefficient de détermination  $R^2$  est sensiblement égal à 0,83. Ce qui signifie que la variation de l'IDH est expliquée à 83% par les variables exogènes retenues dans le modèle.

A partir du tableau 4 on obtient l'équation du modèle de long terme suivant.

$$L(\text{idh}) = -1,974530 + 0,032399L(\text{dpe}) + 0,048105L(\text{dps}) + 0,049020L(\text{pib}) + \varepsilon_t$$

(-8,185578)      (0,939684)      (1,984311) (1,239498)

### **Section 2 : Validation des hypothèses économiques et recommandations.**

Cette section est consacrée aux déductions économiques faites des résultats des tests.

#### **PARAGRAPHE 1 : Validation des hypothèses et implications économiques.**

Ce paragraphe aborde essentiellement la vérification des hypothèses et les implications économiques qui en découlent.

##### **1- Validation des hypothèses**

Nous avons analysé l'impact des dépenses sociales sur le capital humain mesuré par l'IDH sur la base des hypothèses suivantes :

**H1**-les dépenses sociales consenties dans le secteur sanitaire influencent positivement et significativement le capital humain.

**H2**-les dépenses sociales consenties dans le secteur de l'éducation influencent positivement et significativement le capital humain.

Les résultats issus de l'estimation permettent de rejeter **H2**. En effet l'estimation du modèle a révélé la non significativité de la variable DPE. Bien que le coefficient  $\beta_1$  associé à cette variable soit positif, la non significativité confirme le rejet de cette hypothèse.

Ces mêmes résultats ont révélé la significativité du paramètre  $\beta_2$  associé à la variable DPS. De plus le coefficient associé à cette même variable est positif donc on accepte l'hypothèse **H1**.

## **2- Implications économiques**

Les résultats de l'estimation du modèle par les MCO permettent de dire que les Dépenses Publiques en Education (DPE), Dépenses Publiques en Santé (DPS) et le Produit Intérieur Brut (PIB) expliquent à 83% l'Indicateur de Développement Humain. En effet, les Dépenses Publiques en Santé et le Produit Intérieur Brut sont significatifs avec des probabilités respectives de 4,19% et de 3,03% au seuil de 5% tandis que les Dépenses Publiques en Education ne sont pas significatives avec une probabilité de 35,92%. Par ailleurs les coefficients estimés associés aux variables montrent :

- D'abord une relation croissante entre les Dépenses Publiques en Santé et l'Indicateur de Développement Humain et que toute augmentation (resp diminution) de 1% de ces dépenses entraîne une augmentation (resp diminution) de l'IDH de 4,8%. En effet les différentes mesures de politiques économiques entreprises par l'Etat Béninois : le RAMU, la gratuité de la césarienne, la construction des infrastructures sanitaires, les dépenses de fonctionnement et le renforcement du plateau technique concourent à l'amélioration du bien-être et de l'espérance de vie ; ce qui explique la relation positive entre DPS et IDH.
- Enfin une relation positive entre le Produit Intérieur Brut et l'Indicateur de Développement Humain et que toute augmentation (resp diminution) du PIB de 1% entraîne une augmentation (resp diminution) de l'IDH de 4,9%. Cette relation positive s'explique par un accroissement du revenu par habitant issu d'une bonne redistribution du Produit Intérieur Brut. D'après l'estimation du modèle, il ressort qu'en dehors des variables DPE, DPS le PIB explique de façon significative et positive l'Indicateur de Développement Humain.

## DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

---

De plus l'impact positif de la variation de 1% de la variable significative PIB sur l'IDH est plus grand que celui de la variable significative DPS. La variable DPE n'est pas significative et a un impact moindre que les autres variables sur l'IDH.

Outre ces trois variables, il existe plusieurs autres variables qui expliquent également le développement humain.

### **PARAGRAPHE 2 : Recommandations**

Ce paragraphe aborde les suggestions. A la lumière de tout ce qui précède, les recommandations ci-après ont été formulées à l'endroit du gouvernement et des partenaires techniques et financiers.

- Accorder une place importante aux secteurs sociaux en particulier celui de la santé dans l'élaboration du budget ;
- Identifier et investir dans les différents secteurs susceptibles d'améliorer le capital humain et donc le développement.
- Faire une bonne gestion des dépenses publiques en éducation enfin d'améliorer son impact sur l'IDH

### Conclusion

Dans cette étude intitulée « **DEPENSE SOCIALE ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN** », nous avons utilisé essentiellement les tests économétriques. Les niveaux d'intégrations des séries ont révélés quels ne sont pas cointégrés. Par ailleurs les tests d'hypothèses d'utilisation des MCO ont été tous bon, c'est-à-dire que les erreurs sont homoscédastiques, non auto-corrélés et normales. Après estimation et analyse des résultats, nous avons aboutis aux conclusions suivantes : le PIB et les DPS sont les principaux facteurs qui influencent de façon significative l'IDH au Benin, tandis que les DPE n'ont pas une influence significative sur l'IDH. Toute ces conclusions ont permis de :

- Rejeter l'hypothèse H2- les dépenses consenties dans le secteur de l'éducation influence positivement et significativement le capital humain.
- Valider l'hypothèse H1- les dépenses consenties dans le secteur de la santé influencent positivement et significativement le capital humain.

L'étude a montré que des efforts ont été faits dans les secteurs de l'éducation et de la santé, cependant l'IDH du Bénin en 2013 est de 0,476(RDH) qui est en dessous de la moyenne (0,5) ; ce qui montre une insuffisance des efforts fournis par le gouvernement. De plus, des recommandations ont été faites à l'endroit du gouvernement pour une appréciation de ses dépenses.

Il faut également souligner que l'étude est faite sur la période de 1990 à 2012 compte tenu de la non disponibilité des données sur les périodes qui n'ont pas été prisent en compte. Toutefois, les limites de cette analyse n'entachent nullement sa portée explicative ni son pouvoir prédictif puisque «expliquer, c'est prévoir» Mais, elle mérite d'être prolongée par d'autres travaux plus englobant.

### REFERENCE BIBLIOGRAPHIQUE

- Abel GBETOENOMON ; novembre 2013 « **le Benin en Afrique de l'ouest : visions défis et contrainte économique** »
- Aboua HOUNKYDET, 2009 « **incidence des dépenses publiques dans la réduction de la Pauvreté : cas du Benin** »
- Annuaire de statistique sanitaire 2011 présenté par le Ministère de la Santé
- Budget T-Programme 2010-2012 (source site web de l'INSAE)
- Le site web du PNUD, de L'UNESCO, de L'OMS et de La BANQUE MONDIALE
- Mémoire en Master de Marco PANI et de Mohamed EL HARRAK;2010 « **répartition des dépenses et développement économiques au Bénin** »
- Mémoire de maîtrise de Philippe DAHOUI ; juillet 2000 ; « **efficacité des dépenses publiques en capital humain** »
- Rapport sur le développement humain 2014 publié le 24 JUIN 2013, *pérenniser le progrès humain ; réduire les vulnérabilités et renforcer la résilience.(PNUD)*
- Tableau de bord social 2012 publié en Mai 2013 à Cotonou par L'INSAE
- Mémoire de maîtrise de Ulysse Vital Arthur NANGBE, 2010 « **Dépenses Publiques en infrastructures de Base et Indicateur de Développement Humain(IDH) au Bénin.** »

## Annexes

### **Annexes 1: Résultat** du test de stationnarité des variables.

✓ **Test a niveau.**

- **LIDH**

Null Hypothesis: LIDH has a unit root  
 Exogenous: Constant, Linear Trend  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.740774	0.6981
Test critical values: 1% level	-4.440739	
5% level	-3.632896	
10% level	-3.254671	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(LIDH)  
 Method: Least Squares  
 Date: 05/26/15 Time: 19:25  
 Sample (adjusted): 1991 2012  
 Included observations: 22 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LIDH (-1)	-0.238069	0.136760	-1.740774	0.0979
C	-0.214210	0.146339	-1.463798	0.1596
@TREND(1990)	0.001078	0.002340	0.460602	0.6503
R-squared	0.212883	Mean dependent var		0.014060
Adjusted R-squared	0.130028	S.D. dependent var		0.046411
S.E. of regression	0.043289	Akaike info criterion		-3.315720
Sum squared resid	0.035605	Schwarz criterion		-3.166941
Log likelihood	39.47292	Hannan-Quinn criter.		-3.280672
F-statistic	2.569357	Durbin-Watson stat		1.810574
Prob (F-statistic)	0.102890			

- **LDPE**

Null Hypothesis: LDPE has a unit root  
 Exogenous: Constant, Linear Trend  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)

t-Statistic    Prob.\*

## DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.386245	0.3757
Test critical values: 1% level	-4.440739	
5% level	-3.632896	
10% level	-3.254671	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

### Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LDPE)

Method: Least Squares

Date: 05/26/15 Time: 14:57

Sample (adjusted): 1991 2012

Included observations: 22 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LDPE (-1)	-0.398324	0.166925	-2.386245	0.0276
C	3.623548	1.402956	2.582794	0.0182
@TREND(1990)	0.007692	0.014782	0.520370	0.6088

R-squared	0.340230	Mean dependent var	0.067251
Adjusted R-squared	0.270781	S.D. dependent var	0.331811
S.E. of regression	0.283348	Akaike info criterion	0.441839
Sum squared resid	1.525430	Schwarz criterion	0.590617
Log likelihood	-1.860224	Hannan-Quinn criter.	0.476886
F-statistic	4.898966	Durbin-Watson stat	1.859939
Prob (F-statistic)	0.019241		

### • LDPS

Null Hypothesis: LDPS has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.686278	0.7229
Test critical values: 1% level	-4.440739	
5% level	-3.632896	
10% level	-3.254671	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

### Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LDPS)

Method: Least Squares

Date: 05/26/15 Time: 19:27

## DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

Sample (adjusted): 1991 2012

Included observations: 22 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LDPS (-1)	-0.270903	0.160651	-1.686278	0.1081
C	2.175202	1.111916	1.956264	0.0653
@TREND(1990)	0.023817	0.029176	0.816352	0.4244
R-squared	0.173445	Mean dependent var		0.136453
Adjusted R-squared	0.086439	S.D. dependent var		0.501182
S.E. of regression	0.479032	Akaike info criterion		1.492025
Sum squared resid	4.359961	Schwarz criterion		1.640803
Log likelihood	-13.41227	Hannan-Quinn criter.		1.527073
F-statistic	1.993484	Durbin-Watson stat		2.181699
Prob (F-statistic)	0.163713			

### • LPIB

Null Hypothesis: LPIB has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.243949	0.8751
Test critical values: 1% level	-4.440739	
5% level	-3.632896	
10% level	-3.254671	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIB)

Method: Least Squares

Date: 05/26/15 Time: 19:28

Sample (adjusted): 1991 2012

Included observations: 22 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	-0.132116	0.106207	-1.243949	0.2286
C	0.960272	0.671573	1.429884	0.1690
@TREND(1990)	0.008724	0.009717	0.897837	0.3805
R-squared	0.171570	Mean dependent var		0.089836
Adjusted R-squared	0.084366	S.D. dependent var		0.062438
S.E. of regression	0.059746	Akaike info criterion		-2.671297
Sum squared resid	0.067823	Schwarz criterion		-2.522519
Log likelihood	32.38427	Hannan-Quinn criter.		-2.636250

## DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

---

F-statistic                    1.967470    Durbin-Watson stat    1.268377  
 Prob(F-statistic)            0.167275

---

✓ **TEST EN DIFFERENCE PREMIERE**

• **LIDH**

Null Hypothesis: D(LIDH) has a unit root  
 Exogenous: Constant, Linear Trend  
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)

---

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.706918	0.0062
Test critical values: 1% level	-4.467895	
5% level	-3.644963	
10% level	-3.261452	

---

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation  
 Dependent Variable: D(LIDH,2)  
 Method: Least Squares  
 Date: 05/26/15 Time: 19:30  
 Sample (adjusted): 1992 2012  
 Included observations: 21 after adjustments

---

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D (LIDH(-1))	-1.052319	0.223569	-4.706918	0.0002
C	0.027612	0.023879	1.156333	0.2627
@TREND(1990)	-0.001388	0.001712	-0.811130	0.4279

---

R-squared	0.556097	Mean dependent var	-0.004320
Adjusted R-squared	0.506774	S.D. dependent var	0.064528
S.E. of regression	0.045318	Akaike info criterion	-3.218666
Sum squared resid	0.036967	Schwarz criterion	-3.069449
Log likelihood	36.79599	Hannan-Quinn criter.	-3.186282
F-statistic	11.27470	Durbin-Watson stat	1.568597
Prob(F-statistic)	0.000669		

---

• **LDPE**

Null Hypothesis: D(LDPE) has a unit root  
 Exogenous: Constant, Linear Trend  
 Lag Length: 2 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)

---

## DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.936497	0.0309
Test critical values: 1% level	-4.532598	
5% level	-3.673616	
10% level	-3.277364	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Warning: Probabilities and critical values calculated for 20 observations

and may not be accurate for a sample size of 19

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LDPE,2)

Method: Least Squares

Date: 05/26/15 Time: 19:32

Sample (adjusted): 1994 2012

Included observations: 19 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LDPE(-1))	-1.949217	0.495165	-3.936497	0.0015
D(LDPE(-1),2)	0.775246	0.393205	1.971608	0.0687
D(LDPE(-2),2)	0.479893	0.277965	1.726451	0.1063
C	0.442166	0.223164	1.981354	0.0675
@TREND(1990)	-0.026188	0.014769	-1.773096	0.0980
R-squared	0.649289	Mean dependent var	-0.019967	
Adjusted R-squared	0.549085	S.D. dependent var	0.453379	
S.E. of regression	0.304445	Akaike info criterion	0.680279	
Sum squared resid	1.297612	Schwarz criterion	0.928816	
Log likelihood	-1.462655	Hannan-Quinn criter.	0.722342	
F-statistic	6.479717	Durbin-Watson stat	2.284069	
Prob(F-statistic)	0.003619			

### • LDPS

Null Hypothesis: D(LDPS) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.695722	0.0001
Test critical values: 1% level	-4.467895	
5% level	-3.644963	
10% level	-3.261452	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

## DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

---

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LDPS,2)

Method: Least Squares

Date: 05/26/15 Time: 19:33

Sample (adjusted): 1992 2012

Included observations: 21 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LDPS(-1))	-1.380146	0.206124	-6.695722	0.0000
C	0.664377	0.232646	2.855743	0.0105
@TREND(1990)	-0.037772	0.016871	-2.238838	0.0380
R-squared	0.713791	Mean dependent var		0.044666
Adjusted R-squared	0.681989	S.D. dependent var		0.791960
S.E. of regression	0.446605	Akaike info criterion		1.357281
Sum squared resid	3.590214	Schwarz criterion		1.506498
Log likelihood	-11.25145	Hannan-Quinn criter.		1.389665
F-statistic	22.44550	Durbin-Watson stat		2.329844
Prob(F-statistic)	0.000013			

- **LPIB**

Null Hypothesis: D(LPIB) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.234550	0.1048
Test critical values: 1% level	-4.467895	
5% level	-3.644963	
10% level	-3.261452	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIB,2)

Method: Least Squares

Date: 05/26/15 Time: 19:35

Sample (adjusted): 1992 2012

Included observations: 21 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LPIB(-1))	-0.714699	0.220958	-3.234550	0.0046
C	0.102949	0.041157	2.501345	0.0222

## DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

@TREND(1990)	-0.003040	0.002271	-1.338907	0.1973
R-squared	0.367910	Mean dependent var	0.003048	
Adjusted R-squared	0.297678	S.D. dependent var	0.069563	
S.E. of regression	0.058297	Akaike info criterion	-2.714954	
Sum squared resid	0.061175	Schwarz criterion	-2.565737	
Log likelihood	31.50702	Hannan-Quinn criter.	-2.682570	
F-statistic	5.238486	Durbin-Watson stat	1.860937	
Prob(F-statistic)	0.016107			

✓ **TEST EN DIFFERENCE SECONDE**

• **LPIB**

Null Hypothesis: D(LPIB,2) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=4)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.787936	0.0057
Test critical values: 1% level	-4.498307	
5% level	-3.658446	
10% level	-3.268973	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIB,3)

Method: Least Squares

Date: 05/26/15 Time: 19:37

Sample (adjusted): 1993 2012

Included observations: 20 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LPIB(-1),2)	-1.168171	0.243982	-4.787936	0.0002
C	0.007452	0.039870	0.186910	0.8539
@TREND(1990)	-0.000375	0.002898	-0.129374	0.8986
R-squared	0.575345	Mean dependent var	0.002307	
Adjusted R-squared	0.525385	S.D. dependent var	0.107982	
S.E. of regression	0.074391	Akaike info criterion	-2.221480	
Sum squared resid	0.094079	Schwarz criterion	-2.072120	
Log likelihood	25.21480	Hannan-Quinn criter.	-2.192323	
F-statistic	11.51624	Durbin-Watson stat	2.046265	
Prob(F-statistic)	0.000689			

## Annexe 2 : Résultats du test d'hétéroscédasticité

Heteroskedasticity Test: White

F-statistic	0.976123	Prob. F(9,13)	0.5003
Obs*R-squared	9.275030	Prob. Chi-Square(9)	0.4123
Scaled explained SS	4.910604	Prob. Chi-Square(9)	0.8420

Test Equation:

Dependent Variable: RESID<sup>2</sup>

Method: Least Squares

Date: 05/26/15 Time: 14:54

Sample: 1990 2012

Included observations: 23

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.132230	0.238730	0.553890	0.5891
LDPE	0.085044	0.067170	1.266109	0.2277
LDPE <sup>2</sup>	-0.010618	0.009231	-1.150295	0.2707
LDPE*LDPS	0.000989	0.005516	0.179289	0.8605
LDPE*LPIB	0.013779	0.013158	1.047206	0.3141
LDPS	-0.009304	0.046228	-0.201259	0.8436
LDPS <sup>2</sup>	-0.001707	0.003036	-0.562093	0.5836
LDPS*LPIB	0.004360	0.011437	0.381181	0.7092
LPIB	-0.130234	0.131885	-0.987477	0.3414
LPIB <sup>2</sup>	-0.002521	0.008982	-0.280631	0.7834

R-squared	0.403262	Mean dependent var	0.001979
Adjusted R-squared	-0.009864	S.D. dependent var	0.002520
S.E. of regression	0.002533	Akaike info criterion	-8.820196
Sum squared resid	8.34E-05	Schwarz criterion	-8.326502
Log likelihood	111.4322	Hannan-Quinn criter.	-8.696033
F-statistic	0.976123	Durbin-Watson stat	2.036599
Prob(F-statistic)	0.500344		

## Annexe 3 : Résultats du test d'auto-corrélation.

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	2.712105	Prob. F(2,17)	0.0950
Obs*R-squared	5.563488	Prob. Chi-Square(2)	0.0619

Test Equation:

Dependent Variable: RESID

Method: Least Squares

# DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

Date: 05/26/15 Time: 14:53

Sample: 1990 2012

Included observations: 23

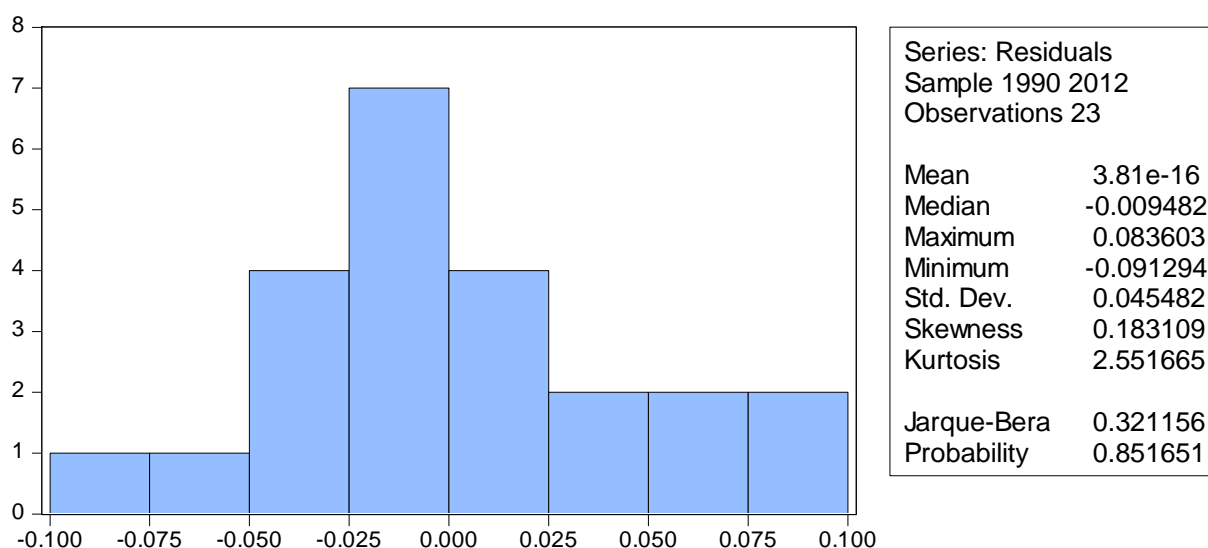
Presample missing value lagged residuals set to zero.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-0.004683	0.225148	-0.020799	0.9836
LDPE	0.006093	0.031861	0.191237	0.8506
LDPS	0.003935	0.023621	0.166597	0.8697
LPIB	-0.011520	0.039714	-0.290061	0.7753
RESID(-1)	0.551153	0.236854	2.326971	0.0326
RESID(-2)	-0.287062	0.257357	-1.115424	0.2802

R-squared	0.241891	Mean dependent var	3.81E-16
Adjusted R-squared	0.018917	S.D. dependent var	0.045482
S.E. of regression	0.045049	Akaike info criterion	-3.142656
Sum squared resid	0.034501	Schwarz criterion	-2.846440
Log likelihood	42.14055	Hannan-Quinn criter.	-3.068159
F-statistic	1.084842	Durbin-Watson stat	2.003480
Prob(F-statistic)	0.403742		

## Annexes 4 : Résultats du test de JARQUE BERRA



## Annexe 5 : Estimation du modèle de long-terme.

Dependent Variable: LIDH

Method: Least Squares

Date: 05/26/15 Time: 14:46

Sample (adjusted): 1990 2012

Included observations: 23 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
----------	-------------	------------	-------------	-------

## DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

---

C	-1.974530	0.241221	-8.185578	0.0000
LDPE	0.032399	0.034478	0.939684	0.3592
LDPS	0.048105	0.024243	1.984311	0.0419
LPIB	0.049020	0.024549	1.996822	0.0303
<hr/>				
R-squared	0.828142	Mean dependent var	-0.903449	
Adjusted R-squared	0.801006	S.D. dependent var	0.109711	
S.E. of regression	0.048941	Akaike info criterion	-3.039642	
Sum squared resid	0.045509	Schwarz criterion	-2.842164	
Log likelihood	38.95588	Hannan-Quinn criter.	-2.989977	
F-statistic	30.51873	Durbin-Watson stat	1.120565	
Prob(F-statistic)	0.000000			

---

---

## Table des matières

AVERTISSEMENT .....	2
DEDICACES .....	3
DEDICACES .....	4
Remerciement.....	5
SIGLES .....	6
LISTE DES TABLEAUX.....	8
LISTE DES GRAPHIQUES .....	9
SOMMAIRE .....	9
INTRODUCTION.....	10
CHAPITRE 1 : CADRE INSTITUTIONNEL DE L'ETUDE.....	13
SECTION 1 : Présentation de la structure du stage. ....	13
PARAGRAPHE 1 : Présentation de la DGAE.....	13
1-Historique-objectifs.....	13
2-Structure organisationnelle de la DGAE.....	14
PARAGRAPHE 2 : PRESENTATION DU COMITE NATIONAL DE POLITIQUE ECONOMIQUE (CNPE) .....	15
1- Historique.....	15
2- Missions et ressources de fonctionnement.....	15
2.1- Missions .....	15
2.2- Ressources de fonctionnement du CNPE/CNC .....	16
PARAGRAPHE 3: Déroulement du stage .....	16
I-Travaux effectués .....	16
II-Difficultés rencontrées et suggestions .....	17
1-Les contraintes liées au fonctionnement du CNPE.....	17
2. Les Difficultés liées à la collecte des informations.....	17
3. Suggestions.....	18
SECTION 2 CADRE CONCEPTUEL ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE.....	18
I-Cadre conceptuel de l'étude.....	18
PARAGRAPHE 1 : Problématique, objectifs et hypothèses .....	18
1-Problématique et objectifs de l'étude.....	18
2-HYPOTHESES .....	21
PARAGRAPHE 2 : Revue de littérature.....	21

# DEPENSES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT HUMAIN AU BENIN

---

1-Clarification des concepts .....	21
2-Littérature théorique.....	23
3-littérature empirique.....	26
II-Cadre méthodologique .....	30
PARAGRAPH 1 : Présentation du modèle.....	30
1- Modèle .....	30
2-Nature et source des données .....	31
3-Signes attendus.....	31
4-Justification du choix des variables .....	31
PARAGRAPH 2 : Technique d'analyse des données .....	32
CHAPITRE II : ANALYSE EMPIRIQUE .....	35
SECTION 1 : Analyse descriptive et économétrie.....	35
PARAGRAPH 1 : Analyse descriptive. ....	35
PARAGRAPH 2 : Analyse économétrique .....	37
I-Présentation et analyse des résultats de l'estimation .....	37
Section 2 : Validation des hypothèses économiques et recommandations. ....	39
PARAGRAPH 1 : Validation des hypothèses et implications économiques. ....	39
1- Validation des hypothèses.....	39
2- Implications économiques .....	40
PARAGRAPH 2 : Recommandations .....	41
Conclusion.....	42
REFERENCE BIBLIOGRAPHIQUE.....	43
Annexes.....	44